



(VAUCLUSE)

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

### LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT

REF: RJ/FMC

N° 015763

**Stationnement et circulation réglementés afin d'effectuer des travaux de remplacement d'un poteau du réseau téléphonique ORANGE dans le sous-sol chemin René Char à APT (84 400) à la hauteur du n°287a, travaux réalisés par l'entreprise SARL BLASCO.**

Publié le :

24 JUIN 2026

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6, L.2215-4 et L.2215-5 ;

**VU** le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10 ;

**VU** le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2 ;

**VU** le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5 ;

**VU** le code de la justice administrative, et notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5 ;

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**VU** l'arrêté municipal n°15640 du 29 avril 2026 portant réglementation du stationnement sur le territoire de la commune d'Apt ;

**VU** la délibération n°3358 du 28/03/2026 relative à l'élection de Monsieur Jean AILLAUD en tant que Maire ;

**VU** l'arrêté municipal n°15530 du 30/03/2026 relatif à la délégation de signature à Monsieur Franck CHEVEAU, Directeur des Services Techniques ;

**VU** la demande formulée par le responsable de l'entreprise SARL BLASCO dont le siège est situé 747 chemin du Rocan à CARPENTRAS (84 200), téléphone : [REDACTED] / Mail : [REDACTED]

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de remplacer un poteau du réseau téléphonique ORANGE dans le sous-sol chemin René Char à APT (84 400) à la hauteur du n°287a à APT (84 400) ;

**CONSIDÉRANT** que pour le bon déroulement de ces travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Maire de veiller, d'une part, au respect de l'usage des voies publiques sur le territoire de la commune, et d'autre part, d'assurer la sécurité publique de ces administrés ;

**CONSIDÉRANT** que pour ces motifs, il convient que des dispositions soient prises pour assurer la sécurité en réglementant la circulation et le stationnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la commune d'Apt ;

## ARRÊTE

**Article 1** : Le responsable de l'entreprise **SARL BLASCO** est autorisé à effectuer des travaux de remplacement d'un poteau du réseau téléphonique ORANGE dans le sous-sol chemin René Char à APT (84 400) à la hauteur du n°287a à APT (84 400)

**Article 2** : La circulation est réglementée chemin René Char à la hauteur du n°287a du 17 juin 2026 au 17 août 2026, du lundi au vendredi, de 08 heures à 18 heures dans les conditions suivantes :  
La circulation est alternée et régulée par feux ou par piquet de type K10.  
La vitesse est limitée à 30km/h.  
Tout dépassement est interdit.

**Article 3** : La circulation doit être rétablie le soir à 18h00 jusqu'au lendemain 08h00 ainsi qu'en cas d'urgence.

**Article 4** : L'accès aux propriétés privées sises dans le périmètre du chantier est possible le jour et la nuit.

**Article 5** : Les dispositions suivantes sont applicables pendant la durée de l'autorisation :

- a) Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux sont évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux ;
- b) Le chantier est matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire et protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et K8) ;
- c) Toutes les dispositions sont prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel ;

**Article 6** : Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 7** : La signalisation est établie sur la base de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et des schémas CF 23 ou CF 24 du manuel du chef de chantier. L'entreprise balise de jour et de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux sur la base des schémas DT 3 du manuel du chef de chantier – routes bidirectionnelles. La personne responsable du chantier, qui peut être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est : Le responsable de l'entreprise **SARL BLASCO** :  
téléphone : [REDACTED]

**Article 8** : La signalisation réglementaire du chantier est mise en place et entretenue par l'entreprise **SARL BLASCO**.

**Article 9** : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 10** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires et antérieures pendant la durée des travaux.

**Article 11** : Toute infraction au présent arrêté est réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions

prévues au présent arrêté en matière de circulation est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route.

**Article 12** : Le présent arrêté est affiché sur le panneau d'affichage réglementaire de la mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant toute sa durée.

**Article 13** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères -CS 88010 – 30941 Nîmes cedex 09, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 14** : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de Gendarmerie Nationale, le Chef du service voirie de la collectivité, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative au responsable de l'entreprise **SARL BLASCO**. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 15 juin 2026

Par délégation du maire  
**Franck CHEVEAU**  
Directeur des Services Techniques

